

Veille juridique

Travail – Emploi – Formation professionnelle - Économie

Semaine du 8 au 14 août 2026

Textes publiés au JO

Circulaires

Jurisprudence

*Cette veille est constituée sur la base
d'une sélection*

des textes officiels publiés sur :

- *Journal Officiel (JORF)*
- *Légifrance*
- *l'onglet "Instructions et BO"
de Tessadoc*

*des jurisprudences signalées par les
sources :*

- *Dalloz*
- *Lamyline*
- *Elnet*
- *AEF*
- *LSQ (Liaisons Sociales
Quotidien)*

CONVENTIONS COLLECTIVES (ARRETES ET AVIS)

Retrouvez la rubrique dédiée sur Paco

l'intranet des ministères sociaux

***Retrouvez les accords interprofessionnels et
de branche sur BDCC@WEB***

Cette veille juridique et jurisprudentielle est réalisée dans le cadre du Réseau Documentation-Archives des ministères sociaux par le CRDM.

Textes publiés au JO

[Travail – Emploi – Économie](#)

[Formation professionnelle - Apprentissage](#)

[Santé et Sécurité au travail](#)

[Enquêtes et Statistiques](#)

[Administration - Fonction publique](#)

Travail – Emploi – Économie

RAS

Formation professionnelle - Apprentissage

RAS

Santé et Sécurité au travail

RAS

Enquêtes – Statistiques

RAS

Administration – Fonction Publique

Organisation administrative

Fonction publique /
Congés

[Décret n° 2026-768 du 11 août 2026](#) relatif à l'information du fonctionnaire sur les modalités de report de jours de congé annuel non pris

Budget de l'Etat – Finances

RAS

Concours- Examens

RAS

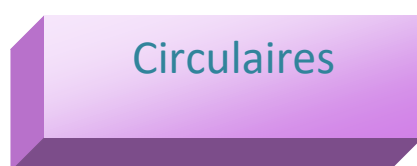
Nominations

IGAS

[Décret du 12 août 2026](#) portant nomination (inspection générale des affaires sociales) - Mme Aurélie LORRAIN-ITTY

[Arrêté du 10 août 2026](#) portant nomination sur un emploi des services d'inspection générale ou de contrôle (inspection générale des affaires sociales) - M. Vincent JAQUEN

	Arrêté du 10 août 2026 portant nomination sur un emploi des services d'inspection générale ou de contrôle (inspection générale des affaires sociales) - M. Amin MANSOURI Arrêté du 10 août 2026 portant nomination sur un emploi des services d'inspection générale ou de contrôle (inspection générale des affaires sociales) - M. Josselin VINCENT
DDETS Bouches-du-Rhône	Arrêté du 11 août 2026 portant nomination (directions départementales interministérielles) - Mme Luce VIDAL
DDETS Meurthe-et-Moselle	Arrêté du 11 août 2026 portant nomination (directions départementales interministérielles) - Mme Audrey MASCHERIN
DDETS Drome / DDETS Maine-et-Loire / DDETS Dordogne / DDETS Somme	Arrêté du 11 août 2026 portant nomination (directions départementales interministérielles) - Mme Agnès COL (DDETS Drome) / M. Xavier GABILLAUD (DDETS Maine-et-Loire) / Mme Corinne COULON (DDETS Dordogne) / Mme Carine MONTIGNY (DDETS Somme)
DDETS Haute-Savoie	Arrêté du 10 août 2026 portant nomination (directions départementales interministérielles) - Mme Delphine THERMOZ
DDETSPP Aveyron	Arrêté du 10 août 2026 portant nomination (directions départementales interministérielles) - Mme Isabelle SERRES
DCSTEP Saint-Pierre-et-Miquelon	Arrêté du 4 août 2026 portant nomination sur l'emploi de directeur de la cohésion sociale, du travail, de l'emploi et de la population (DCSTEP) à Saint-Pierre-et-Miquelon - Mme Valérie BEPOIX



Fonction publique / Rupture conventionnelle	Circulaire du 7 août 2026 relative au dispositif de rupture conventionnelle dans la fonction publique
Administrateurs de l'Etat	Circulaire du 20 juillet 2026 relative à l'application des lignes directrices de gestion interministérielle aux avancements de grades dans le corps des administrateurs de l'Etat

Jurisprudence

[Relations individuelles du travail](#)

[Contrat de travail](#)

[Relations collectives du travail](#)

[Durée du travail](#)

[Santé et sécurité au travail](#)

[Discrimination](#)

[Entreprise en difficulté/Économie](#)

[Administration/fonction publique](#)

Relations individuelles du travail	
	RAS
Contrat de travail	
	RAS
Relations collectives du travail	
	RAS
Durée du travail	
Forfait-jours / Salariés des lieux de vie et d'accueil	Le 3 juin, la Cour de cassation s'est prononcée sur le forfait-jours spécifique aux salariés des lieux de vie et d'accueil, institué par l'article L. 433-1 du Code de l'action sociale et des familles. Confirmant que ce dispositif ne pouvait être appliqué sur la période antérieure à la publication du décret du 8 juillet 2021, elle soumet le décompte des heures de travail au régime d'équivalence prévu par l'article 5.6 de la convention collective de l'animation (devenue Éclat). Cass. soc., 3 juin 2026, no 25-14.108 FS-B LSQ – jurisprudence hebdo, 11 août 2026
Santé et sécurité au travail	
	RAS
Discrimination	
	RAS
Entreprise en difficulté / Économie	
	RAS
Administration / Fonction publique	
	RAS

[Retour sommaire](#)



Cette veille juridique est réalisée dans le cadre du Réseau Documentation-Archives des ministères sociaux.

Contributeur : **CRDM** (Joël Michineau)

En complément : Consultez le portail documentaire



✓ la [Veille juridique santé](#)